

Chapitre 6 : Du Secrétariat général de la Primature

Article 31 : Placé sous l'autorité du Premier ministre, chef du Gouvernement, le secrétaire général dirige et anime le secrétariat général de la Primature.

Il est chargé, notamment, des questions d'ordre administratif soumises au cabinet du Premier ministre, chef du Gouvernement, de la coordination et du contrôle de l'activité des services et des administrations rattachés au cabinet du Premier ministre.

Le secrétaire général de la Primature assure la permanence de l'administration centrale de la Primature dans les domaines spécifiques de son champ de compétence et d'intervention, conformément aux textes particuliers qui le régissent.

Article 32 : Les services internes du secrétariat général sont :

- la direction des affaires administratives et des finances ;
- la direction de la coordination des réseaux informatiques, de l'édition, de la documentation et des archives ;
- la cellule de passation des marchés ;
- la cellule opérationnelle et de veille.

Article 33 : Les services centraux rattachés au cabinet du Premier ministre, chef du Gouvernement et placés sous l'autorité directe du secrétaire général sont :

- la direction centrale des logements et bâtiments administratifs ;
- le service du protocole du Gouvernement ;
- le service central du matériel automobile du Gouvernement.

Article 34 : Un texte spécifique organise le secrétariat général de la Primature et les services centraux rattachés au cabinet.

Article 35 : Le secrétaire général de la Primature est nommé par décret du Premier ministre, chef du Gouvernement.

Il lui est alloué un traitement mensuel de fonction dont le montant est fixé par décret du Premier ministre, chef du Gouvernement.

Chapitre 7 : De l'état-major particulier du Premier ministre, chef du Gouvernement

Article 36 : L'état-major particulier du Premier ministre, chef du Gouvernement, est dirigé et animé par un chef d'état-major particulier, qui a rang et prérogatives de conseiller spécial.

Le chef d'état-major particulier du Premier ministre, chef du Gouvernement, coordonne les services de défense, de sécurité et de documentation placés sous l'autorité du Premier ministre, chef du Gouvernement.

Article 37 : Le chef d'état-major particulier est nom-

mé par décret du Premier ministre, chef du Gouvernement.

Article 38 : Les attributions et l'organisation de l'état-major particulier du Premier ministre, chef du Gouvernement, sont fixées par des textes spécifiques.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 39 : Les missions dévolues au cabinet du Premier ministre, chef du Gouvernement, telles que prévues aux articles 4 à 9 du présent décret, donnent lieu à des évaluations périodiques, dont les rapports et conclusions sont soumis à l'attention du Premier ministre, chef du Gouvernement.

Article 40 : Les avantages indemnitaires accordés aux membres du cabinet du Premier ministre, chef du Gouvernement, sont déterminés par décret du Premier ministre, chef du Gouvernement.

Article 41 : L'organisation et le fonctionnement des services internes du secrétariat général de la Primature, ainsi que les règles de fonctionnement non précisées par le présent décret, sont fixés en tant que de besoin et selon les cas, par des décrets, des arrêtés ou des instructions spécifiques du Premier ministre, chef du Gouvernement.

Article 42 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment celles du décret n° 2016-175 du 30 mai 2016 portant structuration et attributions du cabinet du Premier ministre, chef du Gouvernement, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 27 décembre 2017

Clément MOUAMBA

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET DE L'ALPHABETISATION

Décret n° 2017-514 du 29 décembre 2017

portant organisation du ministère de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 25-95 du 17 novembre 1995 modifiant la loi scolaire n° 008-90 du 6 septembre 1990 et portant réorganisation du système éducatif en République du Congo ;

Vu le décret n° 2009-233 du 14 août 2009 portant réorganisation de la direction des études et de la planification au sein des ministères ;

Vu le décret n° 2016-367 du 27 décembre 2016 portant attributions du ministre de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement,

Décète :

TITRE I : DE L'ORGANISATION

Article premier : Le ministère de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation comprend :

- le cabinet ;
- les directions rattachées ;
- l'inspection générale ;
- les directions générales ;
- les organismes sous tutelle.

Chapitre 1 : Du Cabinet

Article 2 : Placé sous l'autorité d'un directeur, le cabinet est l'organe de conception, de coordination, d'animation et de contrôle qui assiste le ministre dans son action.

Article 3 : Le cabinet est chargé de régler, au nom du ministre et par délégation, les questions politiques, administratives et techniques relevant du ministère.

Chapitre 2 : Des directions rattachées au cabinet

Article 4 : Les directions rattachées au cabinet sont :

- la direction des études et de la planification ;
- la direction des examens et concours ;
- la direction des systèmes d'information et de communication ;
- la direction de la coopération ;
- la direction de l'agrément et du contrôle des établissements privés d'enseignement général ;
- la direction de la lutte contre la fraude en milieu scolaire ;
- la direction du patrimoine et de l'équipement.

Section 1 : De la direction des études et de la planification

Article 5 : La direction des études et de la planification est régie par un texte spécifique.

Section 2 : De la direction des examens et concours

Article 6 : La direction des examens et concours est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- organiser les examens et les concours ;
- délivrer les diplômes sanctionnant la fin des études secondaires.

Article 7 : La direction des examens et concours comprend :

- le service du baccalauréat ;
- le service du brevet d'études du premier cycle ;
- le service du certificat d'études primaires élémentaires et des concours ;
- le service des diplômes ;
- le service des finances et du matériel.

Section 3 : De la direction des systèmes d'information et de communication

Article 8 : La direction des systèmes d'information et de communication est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- proposer, étudier, développer, déployer et mettre en œuvre les systèmes d'information et de communication du ministère ;
- assurer la veille technologique des systèmes d'information et de communication du ministère ;
- contribuer à la mise en place de la politique d'achat d'équipements informatiques et des logiciels des structures relevant du ministère ;
- contribuer à la mise en place de la politique de formation et de renforcement des capacités du personnel du ministère en informatique ;
- constituer les fonds documentaires et assurer la diffusion de l'information du ministère ;
- assurer le traitement informatique des examens d'Etat et des concours ;
- assurer le traitement informatique des flux scolaires ;
- produire les statistiques des examens, des concours et des flux scolaires.

Article 9 : La direction des systèmes d'information et de communication comprend :

- le service des applications ;
- le service des infrastructures et de soutien aux utilisateurs ;
- le service de la production, de la documentation et de la diffusion de l'information ;
- le service des finances et du matériel.

Section 4 : De la direction de la coopération

Article 10 : La direction de la coopération est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- participer à l'élaboration des accords et des conventions ;
- promouvoir et suivre l'application des conventions et des accords particuliers de coopération dans les domaines de l'enseignement, de la formation, de l'alphabétisation et de la rescolarisation ;
- coordonner, au niveau du ministère, les actions de coopération ;
- rechercher des sources de financement pour les activités liées à l'enseignement ; à la formation, à l'alphabétisation et à la rescolarisation ;
- assurer la liaison avec les autres ministères, les associations nationales, les organisations non gouvernementales et les partenaires au développement.

Article 11 : La direction de la coopération comprend :

- le service de la coopération bilatérale ;
- le service de la coopération multilatérale ;
- le service de la coopération décentralisée.

Section 5 : De la direction de l'agrément et du contrôle des établissements privés d'enseignement général

Article 12 : La direction de l'agrément et du contrôle des établissements privés d'enseignement général est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- veiller à l'application des lois et règlements relatifs à l'exercice de l'enseignement dans les établissements privés ;
- préparer et soumettre à la commission d'agrément, les dossiers de création et d'ouverture des établissements privés ;
- donner un avis sur les demandes de création et d'ouverture des établissements privés ;
- tenir à jour le fichier et le dossier de chaque établissement privé ;
- veiller à l'exécution des décisions prises par la commission d'agrément.

Article 13 : La direction de l'agrément et du contrôle des établissements privés d'enseignement général comprend :

- le service de l'agrément et des statistiques ;
- le service du contrôle.

Section 6 : De la direction de la lutte contre la fraude scolaire

Article 14 : La direction de la lutte contre la fraude scolaire est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- conseiller le ministre sur les questions de maîtrise des risques de fraude en milieu scolaire ;
- réaliser des missions d'audit spécifiques sur la fraude ;
- concevoir et mettre en œuvre la politique de lutte contre la fraude scolaire ;
- surveiller les risques de fraude et mettre à jour la cartographie des risques ;
- contribuer à l'application de la charte d'éthique et de déontologie au cours des opérations liées à la campagne des examens d'Etat et des concours.

Article 15 : La direction de la lutte contre la fraude en milieu scolaire comprend :

- le service de la gestion des risques de non-conformité ;
- le service de la gestion des risques informatiques ;
- le service juridique et du contentieux.

Section 7 : De la direction du patrimoine et de l'équipement

Article 16 : La direction du patrimoine et de l'équipement est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- assurer la gestion du patrimoine et de l'équipement scolaire ;
- suivre, contrôler, évaluer et tenir le fichier du patrimoine du ministère ;
- assurer la protection juridique du patrimoine scolaire.

Article 17 : La direction du patrimoine et de l'équipement comprend :

- le service du patrimoine et de l'équipement ;
- le service des affaires juridiques et du contentieux.

Chapitre 3 : De l'inspection générale de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation

Article 18 : L'inspection générale, dénommée inspection générale de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, est régie par un texte spécifique.

Chapitre 4 : Des directions générales

Article 19 : Les directions générales, régies par des textes spécifiques, sont :

- la direction générale de l'éducation de base ;
- la direction générale de l'enseignement secondaire ;
- la direction générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle ;
- la direction générale des ressources humaines et de l'administration scolaire.

Chapitre 5 : Des organismes sous tutelle

Article 20 : Les organismes sous tutelle, régis par des textes spécifiques, sont :

- l'institut national de recherche et d'action pédagogiques ;
- l'antenne de la conférence des ministres de l'éducation nationale ayant le français en partage ;
- l'antenne du partenariat mondial pour l'éducation.

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 21 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que de besoin, sont fixées par arrêté du ministre.

Article 22 : Chaque direction centrale dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

Article 23 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 29 décembre 2017

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le vice-Premier ministre, chargé
de la fonction publique, de la réforme
de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale,

Firmin AYESEA

Le ministre de l'enseignement primaire,
secondaire et de l'alphabétisation,

Anatole Collinet MAKOSSO

Le ministre des finances
et du budget,

Calixte NGANONGO

Décret n° 2017-515 du 29 décembre 2017
portant attributions et organisation de la direction générale de l'enseignement secondaire

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 25-95 du 17 novembre 1995 modifiant la loi scolaire n° 008-90 du 6 septembre 1990 et portant réorganisation du système éducatif en République du Congo ;

Vu le décret n° 2017-514 du 29 décembre 2017 portant organisation du ministère de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation ;

Vu le décret n° 2016-367 du 27 décembre 2016 portant attributions du ministre de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation ;

Vu le décret n° 2017,371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement,

Décète :

TITRE I : DES ATTRIBUTIONS

Article premier : La direction générale de l'enseignement secondaire est l'organe technique qui assiste le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière d'enseignement secondaire.

Elle est chargée, notamment, de :

- promouvoir l'accès à l'enseignement secondaire premier et deuxième cycle, et en améliorer la qualité ;
- préparer les élèves à poursuivre les études dans l'enseignement supérieur ;
- procéder aux analyses et faire des suggestions

en vue de réaliser les objectifs du ministère dans le domaine de l'enseignement secondaire ;

- participer à l'encadrement administratif des personnels ;
- assurer l'encadrement pédagogique des personnels ;
- participer à l'élaboration, à la mise en oeuvre et au suivi des curricula, des méthodes et des techniques pédagogiques ;
- renseigner la direction générale des ressources humaines et de l'administration scolaire en matière de besoins en personnels enseignant et administratif ;
- contribuer à l'élaboration, à la mise en oeuvre et au suivi des projets éducatifs.

TITRE II : DE L'ORGANISATION

Article 2 : La direction générale de l'enseignement secondaire est dirigée et animée par un directeur général.

Article 3 : La direction générale de l'enseignement secondaire, outre le secrétariat de direction, comprend :

- la direction des collèges d'enseignement général ;
- la direction des lycées d'enseignement général ;
- la direction de l'orientation et des oeuvres scolaires ;
- la direction des affaires administratives et financières ;
- les directions départementales.

Chapitre 1 : Du secrétariat de direction

Article 4 : Le secrétariat de direction est dirigé et animé par un chef de secrétariat qui a rang de chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- réceptionner et expédier le courrier ;
- analyser sommairement les correspondances et autres documents administratifs ;
- saisir et reprographier les correspondances et autres documents administratifs ;
- et, d'une manière générale, exécuter toute autre tâche administrative pouvant lui être confiée.

Chapitre 2 : De la direction des collèges d'enseignement général

Article 5 : La direction des collèges d'enseignement général est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- organiser les enseignements des collèges d'enseignement général ;
- coordonner l'action pédagogique des collèges d'enseignement général
- participer, en collaboration avec les établissements de formation, à la définition de la politique de formation initiale des enseignants ;
- contribuer, en collaboration avec les établisse-